

Audit – Bureau de Poitiers

6 Ter rue Albin Haller
Pôle République 2

86000 Poitiers

T : +33 (0)5 49 37 03 13

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION CENTRE D'ANIMATION DE BEAULIEU

10 Boulevard Savari
86000 POITIERS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION CENTRE D'ANIMATION DE BEAULIEU

10 Boulevard Savari
86000 POITIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association « CENTRE D'ANIMATION DE BEAULIEU »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'association « CENTRE D'ANIMATION DE BEAULIEU », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions

- Les modalités de suivi et de comptabilisation des subventions et notamment le bon rattachement des subventions à l'exercice d'attribution.
- Les modalités de comptabilisation des fonds dédiés présentés dans l'annexe des comptes.
- De la réalité des subventions par la demande de confirmation auprès des financeurs et par l'analyse des conventions de subventions.

Disponibilités

- De la réalité des disponibilités par la demande de confirmation auprès des établissements bancaires et par l'analyse des relevés bancaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les Co-Présidents.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers le 06 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Laurent RIVAULT

Signé par

Laurent RIVAULT

Signature numérique de : Laurent RIVAULT
Date : 24.05.2024 07:29

COMPTES ANNUELS

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

BILAN

ACTIF	ANNEE 2023			ANNEE 2022
	Brut	Amortis- sement	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 193	15 178	2 015	0
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES				
FONDS COMMERCIAL				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 193	15 178	2 015	0
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	463 512	387 423	76 088	72 432
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE	463 512	387 423	76 088	72 432
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 148	0	5 148	5 148
PARTICIPATIONS EVALUEES SELON MISE EN EQUIVALENC				
AUTRES PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 148		5 148	5 148
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	485 853	402 601	83 252	77 580
STOCKS ET ENCOURS	0	0	0	0
MATIERES PREMIERES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES		0	0	0
AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COMMANDES			0	
CREANCES D'EXPLOITATION	122 665	0	122 665	117 897
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	12 360		12 360	10 500
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	110 305		110 305	107 396
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	799 057		799 057	780 164
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	22 610		22 610	18 953
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	944 333	0	944 333	917 014
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	1 430 186	402 601	1 027 585	994 594

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

BILAN

PASSIF	ANNEE 2023	ANNEE 2022
	Total	Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	287 159	287 159
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	233 696	249 625
RESULTAT DE L'EXERCICE	16 069	-15 928
SITUATION NETTE (1)	536 924	520 855
AUTRES FONDS		
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	14 715	13 186
PROVISIONS REGLEMENTES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	14 715	13 186
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	551 639	534 041
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		2 000
TOTAL FONDS DEDIES (3)	0	2 000
PROVISIONS POUR RISQUES	16 144	37 769
PROVISIONS POUR CHARGES	82 784	81 713
TOTAL PROVISIONS (4)	98 928	119 482
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		9
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
DETTES D EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	217 696	208 423
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	131 804	104 622
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES		0
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	27 518	26 016
TOTAL DETTES (5)	377 017	339 070
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	1 027 585	994 594

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

COMPTES DE RESULTAT

PRODUITS	ANNEE 2023	ANNEE 2022
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
COTISATIONS	5 702	5 238
VENTES DE BIENS	1 536	867
DONT VENTES DE DONS EN NATURE		
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES	438 855	417 293
DONT PARRAINAGES	65 004	40 678
VENTES DE BIENS ET SERVICES	440 391	418 160
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D EXPLOITATION	1 119 796	1 092 659
VERSEMENT DES FONDATEURS OU CONSOMMAT .DOTATION		
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0
DONS MANUELS		
MECENATS		
LEGS DONATIONS ET ASSURANCE-VIE		
CONTRIBUTIONS FINANCIERES	22 197	31 610
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS	1 141 993	1 124 269
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	34 346	19 242
UTILISATION DES FONDS DEDIES	2 000	20 700
AUTRES PRODUITS	35 242	35 075
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 659 674	1 622 683
CHARGES D'EXPLOITATION		
ACHATS DE MARCHANDISES	1 857	972
VARIATION DE STOCK		
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	625 563	690 078
AIDES FINANCIERES		
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	49 071	41 140
SALAIRES ET TRAITEMENTS	721 814	668 705
CHARGES SOCIALES	198 598	185 891
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	26 104	24 075
DOTATION AUX PROVISIONS	1 071	6 114
REPORTS EN FONDS DEDIES	0	2 000
AUTRES CHARGES	27 126	25 298
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 651 204	1 644 272
RESULTAT D EXPLOITATION	8 470	-21 589
PRODUITS FINANCIERS		
DE PARTICIPATION		
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES		
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	9 582	2 418
REPRISES SUR PROVISIONS		
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE		
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	9 582	2 418

CHARGES FINANCIERES		
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES		
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE		
CHARGES NETTES / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES		0
RESULTAT FINANCIER	9582	2418
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
SUR OPERATIONS DE GESTION	140	1 246
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	5 040	8666
REPRISES SUR PROVISIONS		
TRANSFERT DE CHARGES		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 180	9 912
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
SUR OPERATIONS DE GESTION	7 163	6 114
SUR OPERATION EN CAPITAL	0	554
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES		
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 163	6 668
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 983	3 245
PARTICIPATION DES SALAIRES AU RESULTAT		
IMPOTS SUR LES SOCIETES		
TOTAL DES PRODUITS	1 674 436	1 635 013
TOTAL DES CHARGES	1 658 367	1 650 942
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE	16 069	0
SOLDE DEBITEUR = PERTE		-15 929
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
DONS EN NATURE		
PRESTATIONS EN NATURE	425 345	410 878
BENEVOLAT	40 085	24 761
Total PRODUITS contributions volontaires	465 430	435 639
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
SECOURS EN NATURE		
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	425 345	410878
PRESTATIONS EN NATURE		
PERSONNEL BENEVOLE	40 085	24 761
Total CHARGES contributions volontaires	465 430	435 639

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes



RAPPORT ANNUEL
au
31 décembre 2023

Compte-rendu des travaux

Total du Bilan	1 027 585 Euro
Total des Produits	1 674 436 Euro
Total des Contributions	465 430 Euro
Excédent	16 069 Euro

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 avril 2024
par le Conseil d'Administration

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

DESCRIPTION DE L'ENTITE

Notre association, organisme d'animation globale et de développement de la vie sociale et culturelle du quartier de Beaulieu a pour buts :

- de contribuer à la promotion des individus et des groupes, par l'éducation permanente sous toutes ses formes,
- d'être à l'écoute des aspirations de tous les habitants et associations du quartier,
- d'être un lieu de rencontre pour tous les habitants,
- d'organiser tous services, activités et réalisations collectives à caractère social, culturel, éducatif, sportif et de loisirs, en harmonie avec les activités par les associations du quartier,
- de gérer l'équipement socio-culturel et les locaux divers mis à la disposition des habitants.
- production et diffusion de spectacles vivants.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Notre exercice dont le budget des charges est de 1 658 367€ montre une faible progression par rapport à l'exercice 2022 et ce malgré l'inflation pouvant impacter encore cette année le budget de fonctionnement, notamment les budgets alimentation, carburants, transport, fournitures.

En effet, face à cette conjoncture nous avons réorganisé certaines dépenses : achat de papier en gros stocks, changement de fournisseurs pour le carburant, meilleure gestion des produits d'entretien.

De plus, certaines dépenses réalisées en 2022 étaient réalisées pour plusieurs années comme les licences informatiques.

Le budget 2022 était impacté par les reports de spectacles de l'année 2021 : + 13 500€ d'achat de spectacles, + 12 600 € de location de matériel scénique. En 2023, nous revenons à une programmation habituelle Soit une diminution des achats de – 23 689€ et des services extérieurs pour le matériel de – 13 985€

Deux actions ont évolué et vu le jour en 2023 :

- l'action de médiation numérique : le poste de médiateur numérique est passé salarié à temps plein pour le Centre d'Animation de Beaulieu -partagé avant avec 2 autres centres et salarié du Groupement Employeur des Centres Socio-Culturels -
- la mise en place et l'ouverture en avril 2023 de la P'tite Bibliothèque

Enfin, la masse salariale toujours en augmentation : + 7,16 % entre 2022 et 2023 A noter que cette augmentation est partiellement due à l'arrivée du poste de médiateur numérique salarié du Centre de Beaulieu, une augmentation des contrats CEE pour des remplacements d'animateurs permanents en arrêt maladie et la provision congés payée du poste de Direction.

Les produits ont évolué de 1,08 %, avec notamment une augmentation PS CAF AGC, des prestations de service CAF liées aux présences enfants et jeunes et une hausse des recettes en participation des usagers sur nos actions et une très bonne fréquentation des publics sur nos deux saisons : + 5 080€ sur les activités soit + 8,5 %, + 10 434€ sur les spectacles soit + 29 %

Les subventions ont évolué à hauteur de 2,48 % avec en premier lieu deux nouveaux financeurs :

le Centre National du Livre pour le lancement de notre projet la P'tite Bibliothèque : + 4 500€

et la Conférence des Financeurs pour les ateliers en direction du public senior : + 2 500€

A noter également une augmentation des subventions allouées au projet de médiation numérique : + 5 000€ de la CAF et + 2 000€ de la Préfecture.

L'exercice présente un excédent de 16 146 €. Ceci s'explique par la reprise partielle de la provision pour risque chômage partiel de l'année 2020.

RAPPEL DES PRINCIPES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes comptables suivants :

- Principe de prudence
- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à un autre
- Indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les comptes effets à recevoir et effets à payer sont englobés respectivement dans les comptes clients et fournisseur.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et les méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon les nouvelles édictées par les règlements CRC n° 2002-10, 2003-7 , 2004-06.

Aucune immobilisation ne fait apparaître d'éléments décomposables.

Les amortissements des immobilisations ont été calculés en fonction des durées d'usage dans la mesure où les seuils prévus par l'avis 2005-D du 1^{er} juin 2005 du CNC ne sont pas atteints.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

PRINCIPES COMPTABLES RETENUS

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition, frais engagés pour leur acquisition inclus.

2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, TVA comprise.

3) Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont les amortissements économiques justifiés. Ils sont calculés selon le mode linéaire.

Les durées d'amortissement retenues par catégorie d'immobilisation sont les suivantes :

Logiciels : 3 ans

Installations générales : 10 ans

Matériel et outillage : 3 à 5 ans

Matériel de transport : 3 à 6 ans

Matériel de bureau : 3 à 5 ans

Mobilier : 5 à 10 ans

4) Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

5) Subventions d'équipement

Cette année l'association a perçu des subventions d'investissements de la Caf pour 1430 et 5140 euros.

6) Provisions pour risques et charges

Depuis l'exercice 2003, une provision pour indemnités de fin de carrière est comptabilisée. La dotation de l'année est de 1071 euros. Au 31 décembre 2023, elle s'élève à 82 784 euros.

Cette provision a été évaluée sur la base d'un calcul actuariel en fonction des hypothèses suivantes :

- ◆ départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salarié
- ◆ table de mortalité INSEE 2022
- ◆ turn over 3%
- ◆ taux de progression des salaires 2 % constant
- ◆ taux d'actualisation 3,17 %
- ◆ taux de charges sociales : 35 % pour les non cadres et 45 % pour les cadres

Au 31 décembre 2023, la provision pour risque suite à l'aide de l'État pour le chômage partiel s'élève à 16144 euros. Elle a été reprise pour l'année 2020 pour un montant de 21625 euros.

7) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Produits exceptionnels : 5180 €

- 5040 € amortissement des subventions d'investissement
- 140 € régularisation Noé +avoirs non utilisés

Charges exceptionnelles : 7163 €

- 6984 € régularisation Chorum
- 177 € diverses factures fournisseurs

8) Contributions volontaires

Mises à disposition : 425 345 €

La mise à disposition des locaux, par la Ville, cette année a fait l'objet d'une évaluation soit 297 559 euros.

Les fluides énergies représentent la somme de 85 465 euros.

L'intervention des services techniques de la Ville, dans l'entretien et la maintenance des locaux et matériels, représentent la somme de 42 321 euros.

Bénévolats : 40 085 €

Les contributions volontaires en nature représentent la somme de 40 085 euros soit en gestion 10 273 euros pour 826 heures et en action projet 29 812 euros pour 2398 heures. Le bénévolat est évalué sur la base d'un forfait de 12,43 euro /heure.

Toutes les mises à disposition et bénévolats qui ont été évaluées figurent sous les rubriques 86 et 87 "charges et produits contributions volontaires ». (Soit un total de 465 430 euros).

9) Mises à disposition facturées

Le personnel municipal fait l'objet d'une facture émise par la Mairie d'un montant de 140 827 euros et d'une notification de subvention pour un montant de 161 653 euros.

10) Rémunérations

Conformément à la loi 2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants ne sera pas mentionnée afin d'éviter la divulgation de données personnelles .

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

LIBELLÉS	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	
Valeur brute au début de l'exercice	15 836	452 268	5 148	
Investissement de l'exercice	2 412	29 364		
Cessions et mises hors service	1 055	18 120		
VALEUR BRUTE A LA CLÔTURE	17 193	463 512	5 148	485 853

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

LIBELLÉS	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
Amortissements au début de l'exercice	15 836	379 836	
+ Dotation de l'exercice	397	25 707	
- Cession de l'exercice	1 055	18 120	
AMORTISSEMENTS A LA CLÔTURE	15 178	387 423	402 601

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

LIBELLES	MONTANT
Dépôts au GESC	5148
TOTAL	5148

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

DÉSIGNATION	-D'1 AN	DE 1 A 5 ANS	+ DE 5 ANS
Créances	122 666		

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

Tableau de variation des fonds propres et des subventions d'investissements

INTITULE	DEBUT D'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	FIN D'EXERCICE
Fonds associatifs sans droit de reprise	287 159 €		0 €		287 159 €
Report à nouveaux	249 625 €	-15 928 €			233 697 €
Résultat de l'exercice	-15 928 €	15 928 €	16 069 €		16 069 €
Situation nette	520 856 €				536 925 €
Subvention d'investissement CAF	14 633 €		6 570 €	4 066 €	17 137 €
Subvention d'investissement Ville	18 889 €			5 819 €	13 070 €
Subvention d'investissement Préfecture	950 €				950 €
Subventions d'investissement inscrites au CR	-21 286 €		-5 040 €	9 885 €	-16 441 €
Sous Total	13 186 €		1 529 €	19 770 €	14 715 €
TOTAUX	549 969 €		1 529 €	19 770 €	551 640 €

Tableau de variation des fonds dédiés :

INTITULE	Au 01/01/2023	689400	789400	Au 31/12/2023
Report Ville Cinéastes en herbe 2022	1 500		1 500	0
Report Ville la Petite Bibliothèque 2022	500		500	0
TOTAUX	2 000	0	2 000	0

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

PROVISIONS

DÉSIGNATION	DEBUT D EXERCICE	AUGMENT.	DIMINUT.	FIN EXERCICE
Provision pour risques	37 769		21 625	16 144
Provision pour charges	81 713	1 071		82 784
TOTAL	119 482	1 071	21 625	98 928

ÉCHÉANCES DES DETTES

DÉSIGNATION	-D'1 AN	DE 1 A 5 ANS	+ DE 5 ANS
Dettes	377 017		

Suite au décret 2008/1492 du 30/12/2008, nous vous informons des dates d'échéances des dettes fournisseurs en solde au 31/12/2022. Elles sont résumées dans le tableau suivant :

Solde des dettes fournisseurs au 31/12/2023	Échéances en janvier	Échéances en février	Échéances après le mois de février
63 135	63 135		

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

Ventilation des subventions et des prestations de service CAF						
Nature du concours ou de la subvention	Etat	Région	Département	Ville	CAF	Montant global
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION						
74						
ETAT – Politique de la Ville	43 500					43 500
ETAT – Autres	36 288					36 288
REGION – Actions		27 000				27 000
DEPARTEMENT - Actions			48 700			48 700
VILLE – Fonctionnement CPO				701 633		701 633
VILLE – Culture				160 000		160 000
VILLE – Politique de la Ville				32 600		32 600
VILLE – Enfance Jeunesse				1 252		1 252
VILLE – CCAS				1 169		1 169
CAF – Actions					35 851	35 851
CAF - ALOE					27 004	27 004
ONDA	4 800					4 800
TOTAL 74	84 588	27 000	48 700	896 654	62 855	1 119 796
PRESTATIONS DE SERVICES						
7062						
CAF - PS animation globale					73 694	73 694
CAF - PS animation collective famille					24 655	24 655
CAF – PSO ALSH					57 598	57 598
CAF - CLAS					38 469	38 469
CAF – LAEP					3 446	3 446
CAF – CTG					130 753	130 753
MSA -ALSH					1 390	1 390
TOTAL 7062						330 006
TOTAL Subventions et PS CAF MSA						1 449 802

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subventions d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et

COMPTES DE REGULARISATION

ACTIF

1 CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE

DS IMPRESSION AFFICHES	FACTURE 8905408	377 €
SIRIUS	F231102	422 €
TAP	FAC00311	108 €
ECOLE DES PARENTS	F23100915	65 €
AIR BNB	AVRIL 2024	757 €
SFERE	F23110343	387 €
ORANGE PH LE BEL	FACTURE 05B907R34723J31G12	41 €
ORANGE PT B	FACTURE 05B85R38323JO-1C12	14 €
DEVOME	GRR 2024	70 €
WESCO		632 €
MTI	RENOUVELLEMENT KAPERSKY	441 €
TABLEAU DES COUVERTURES 2022/2023		2 034 €
SMACL 2024	COTISATIONS	17 263 €
TOTAL :		22 610 €

2 CLIENTS FACTURES A ETABLIR

TOTAL :		0 €

3 SUBVENTIONS A RECEVOIR

CAF		
CAF ANIMATION GLOBALE 2023	SOLDE	24 145 €
CAF ANIMATION FAMILLE 2023	SOLDE	8 077 €
CAF ALSH 2023 +CTG 2023	SOLDE	57 105 €
CAF LAEP 2023 + CTG 2023	SOLDE	1 766 €
CAF CLAS 2022/23	PART 2022 RESTE	948 €
CAF SUBV TEMPS LIBRE FAMILLES	REFACTION SUITE A PROJET	-1 000 €
TOTAL :		91 041 €

VILLE-CCAS		
CCAS 2021	REVERSEMENT	-1 720 €
TOTAL :		-1 720 €

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

ONDA		
ONDA	COMME UN SYMBOLE	800 €
ONDA	PLI	2 300 €
TOTAL :		3 100 €

REGION		
REGION	SOLDE 2023222	8 100 €
TOTAL :		8 100 €

4 PRODUITS A RECEVOIR

SOLDE CNED A RECEVOIR		356 €
SOLDE UNIFORMATION	DIABY CHIPIER	4 009 €
LYCEE ST JACQUES	LES ATELIERS	680 €
TOTAL :		5 045 €

Baker Tilly STREGO
Commissaire aux comptes

PASSIF

1 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES

RESTE PROVISION PITNEY BOWES	PROVISION 2021	474 €
LA POSTE		669 €
WESCO		246 €
DKPBC	DEC	150 €
URNACS		2 814 €
PACETEL	DEC	231 €
HAUDIQUERT	ATELIER	100 €
CODEP	GYM DOUCE SEPT A DEC	912 €
AURIK		103 €
GRAND POITIERS OM		2 900 €
CABINET BAKERTILLY		3 400 €
ENGIE		194 €
TPM PISCINE		69 €
TPM REPAS VACANCES NOEL		167 €
TPM MAD 2023		140 827 €
CODEP	GYM EQUILIBRE SEPT A DEC	861 €
EKIDOM	REGUL CHARGES 2022	189 €
AVOIR EKIDOM CHARGES		-28,80 €
TOTAL :		154 279 €

2 CHARGES A PAYER

TOTAL :		0 €

3 AUTRES CHARGES A PAYER

PERSONNEL CHARGES A PAYER	CONGES PAYES	61 464 €
PERSONNEL CHARGES A PAYER	CHARGES CONGES PAYES	23 356 €
PERSONNEL CHARGES A PAYER	PROVISION PRECARITE	621 €
TOTAL :		84 820 €

4 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

SIRIUS		5 008 €
VILLE CLAS 23/24		7 800 €
CGET CLAS 23/24		11 250 €
VILLE PROJET DEBORDANCE		2 460 €
CARSAT SEJOUR SENIOR 2024		1 000 €
TOTAL :		27 518 €